

MAÎTRE D'OUVRAGE :



3 rue Maurice Audin
69518 VAULX EN VELIN CEDEX

OPERATION :

Réhabilitation / Restructuration du bâtiment T
ENTPE
3 rue Maurice Audin – 69120 VAULX EN VELIN



CCTP
ANNEXE – Dépose sélective pour réemploi & Gestion
des déchets
Lot 02 - CURAGE

<u>Ind.</u>	<u>Date</u>	<u>Modification(s)</u>	<u>Rédacteur</u>	<u>Relecteur</u>	<u>Approbateur</u>
V0	23/01/2026	Création du document	JCA	EBA	EBA

SOMMAIRE

1.	PREAMBULE	3
1.1	DIAGNOSTIC PEMD	3
2.	CONTEXTE REGLEMENTAIRE	4
3.	DOCUMENTATION – ETUDES D’EXECUTION.....	5
3.1	MODE OPERATOIRE DE DEPOSE POUR REEMPLOI	5
3.2	SOGED	5
4.	GESTION DES MATERIAUX ET DECHETS	6
4.1	OBJECTIF DE VALORISATION DES DECHETS	6
4.2	CLASSIFICATION DES DECHETS	6
4.3	EVACUATION ET VALORISATION DES MATERIAUX	6
5.	DEPOSE SELECTIVE POUR REEMPLOI	8
5.1	OBJECTIF DE REEMPLOI	8
5.2	TRAVAUX DE DEPOSE ET CONDITIONNEMENT	11
6.	LABELISATION - CERTIFICATION	12
7.	DESCRIPTION DES OUVRAGES	13
7.1	GESTION ADMINISTRATIVE DE CHANTIER ET ETUDES D’EXECUTION	13
7.2	TRAVAUX DE DEPOSE POUR REMPLOI	13
8.	ANNEXES	14
8.1	ANNEXE 1 : GLOSSAIRE	14
8.2	ANNEXE 2 : TABLEAU DE DETAIL DU REEMPLOI	14
8.3	ANNEXE 3 : TABLEAU DE SUIVI DU REEMPLOI	14
8.4	ANNEXE 4 : MODELE DE BON DE SUIVI REEMPLOI	14

1. PREAMBULE

La présente annexe au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) est relative aux travaux de dépose sélective pour réemploi et de gestion des déchets dans le cadre de la réhabilitation et restructuration du Bâtiment T au 3 rue Maurice Audin à Vaulx-en-Velin (69) sur le site de l'ENTPE.

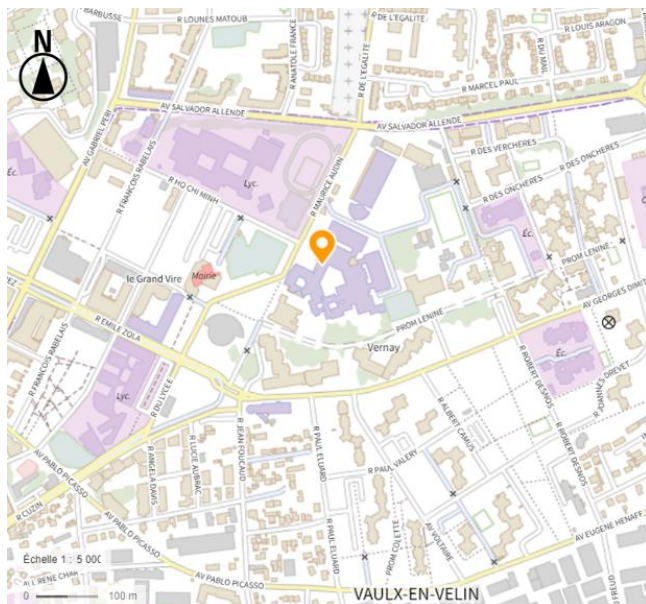


Figure 1 - Localisation du site (source Géoportail)

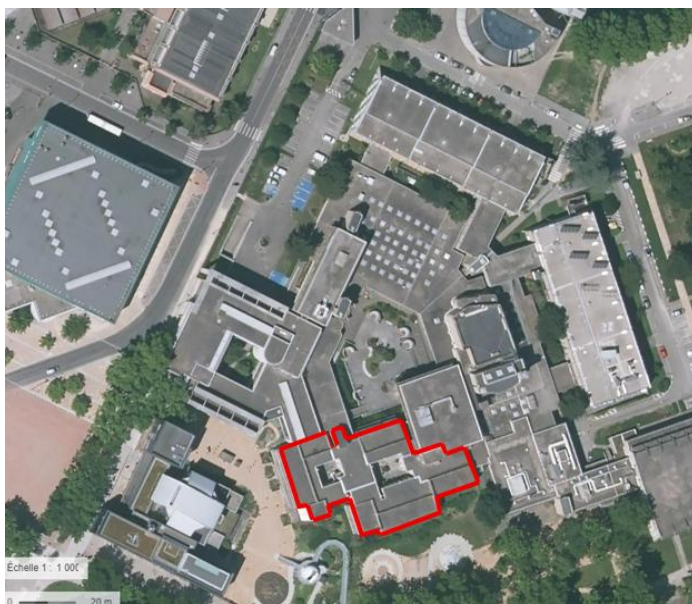


Figure 2 - Vue satellite (source Google Earth)

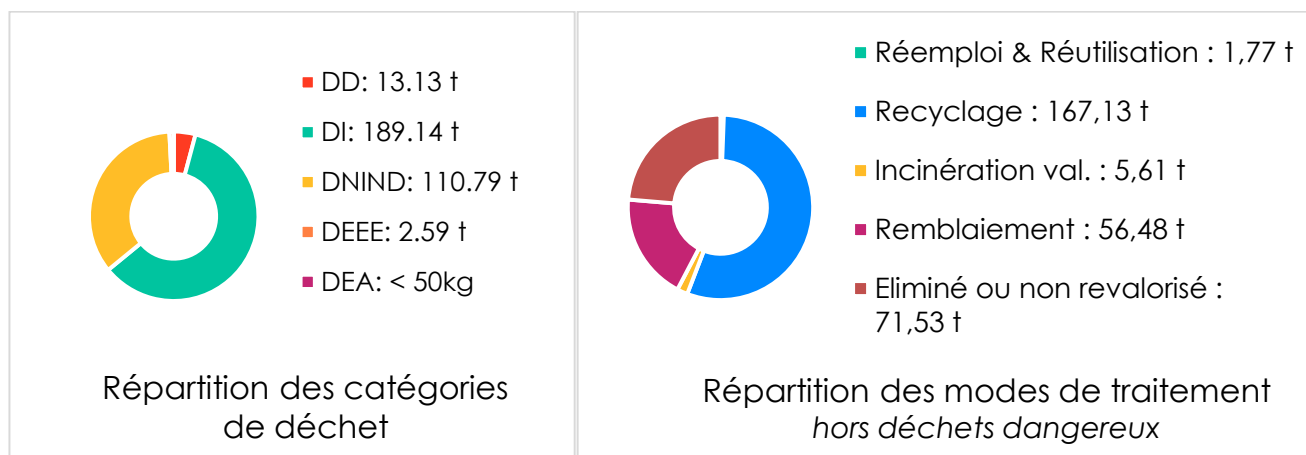
Les travaux de dépose sélective pour réemploi seront réalisés au démarrage des travaux du lot 02 - Curage et préalablement aux travaux de désamiantage et de curage.

L'entreprise se référera aux pièces générales du présent dossier de consultation dont le planning général joint en annexe.

1.1 DIAGNOSTIC PEMD

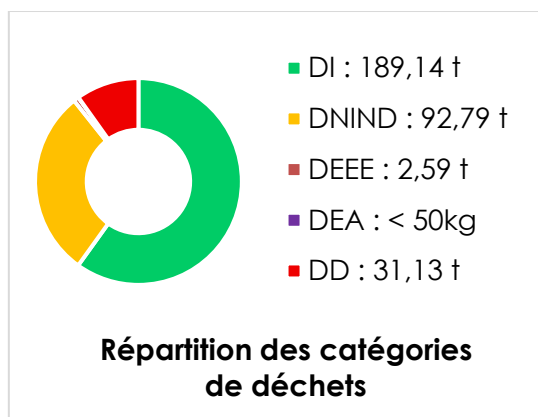
Le diagnostic PEMD a été réalisé par LEI sous la référence DG01-250013 en date du 17/07/2025.

La répartition des déchets par type et par traitement issue du Diagnostic PEMD est présentée ci-dessous pour un gisement total de ressources issues des travaux de curage et désamiantage de **315.65 tonnes** :



Ces répartitions prennent en compte une hypothèse de séparation des joints amiantés sur les menuiseries extérieures pour revaloriser les vitrages et les montants aluminium des menuiseries.

La répartition des déchets par type et par traitement mise à jour pour intégrer une évacuation de l'ensemble des menuiseries en déchets amiante sans séparation préalable des joints amiantés est présentée ci-dessous :



Le diagnostic PEMD n'intègre pas les éléments en toiture, dont les gravillons à déposer pour réemploi. Il a été établi en l'absence de repérage plomb avant travaux.

L'entrepreneur reste responsable de la vérification des quantités communiquées dans le présent CCTP dans le cadre de l'établissement de son offre forfaitaire.

Les éléments suivants n'étaient pas identifiés comme présentant un potentiel de réemploi lors de la réalisation du diagnostic PEMD, il n'est donc pas joint de fiche matériau pour ces éléments. Les modalités de dépose, conditionnement et stockage seront soumises à la Maîtrise d'œuvre par le titulaire, pour validation durant la période de préparation :

- Cloisons brique pleine,
- Menuiseries intérieures : ensembles de portes avec vitrage sécurit et portes bois,
- Dalles béton circulaires Diam. 44cm - épaisseur supposée 5 cm,
- Plots béton circulaires Diam. 44cm - hauteurs variables.

Durant la phase de préparation de chantier, l'entreprise :

- Fournira une évaluation des quantités de matériaux par catégorie de déchets.
- Etablira un SOGED déclinant précisément la méthodologie envisagée pour la réalisation du tri, et les moyens de contrôle mis en œuvre pour garantir l'atteinte des objectifs en matière de valorisation des déchets.

2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Les entrepreneurs sont tenus de respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs qui s'appliquent à la réalisation des travaux ainsi que les normes et documents qui régissent techniquement les travaux de démolition, tri et recyclage des déchets et désamiantage.

Les textes de base indiqués ne présentent pas de caractère limitatif et ne constituent qu'un rappel des principaux textes applicables pour ce type d'intervention. Si, en cours de travaux, de nouveaux règlements sont adoptés, les entrepreneurs sont tenus d'en référer par écrit au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre et vice-versa.

Liste des principaux textes, liste non exhaustive :

- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),

- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, complétant et modifiant la loi du 15 juillet 1975. Les modalités d'application sont les suivantes : à compter du 1er juillet 2002, les installations d'éliminations des déchets par stockage ne sont autorisées à accueillir que des déchets ultimes (déchets non susceptibles d'être valorisés dans les conditions techniques et économiques du moment). Le stockage sera la dernière alternative envisageable afin d'éliminer un déchet,
- Décret n° 94-609 du 3 juillet 1994, relatif aux déchets d'emballage industriels et commerciaux ; ce décret impose aux entreprises comme seul mode d'élimination pour leurs emballages la valorisation par réemploi, recyclage, ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie. Ceci ne concerne pas les emballages souillés par des produits dangereux qui appartiennent alors à la catégorie des DIS (déchets industriels spéciaux),
- Décret n° 98-679 du 30 juillet 1998, relatif au transport par route, au négoce et au courtage des déchets,
- Décret n°2021 du 16 juillet 2021 mis en place par la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (Agéc) de février 2020
- Ordonnancement de codification n°2000-914 du septembre 2000,
- Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002, relatif à la classification des déchets,
- Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés,
- Plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux,

3. DOCUMENTATION – ETUDES D'EXECUTION

Les études d'exécution et méthodes liées à la mise en œuvre du réemploi et à la gestion des déchets sont à la charge de l'entreprise. Pour la réalisation de ses études l'entreprise devra s'appuyer sur les documents qui lui sont remis en annexe du dossier de consultation.

Les documents suivants sont à produire par l'entreprise. Les prix remis par l'entreprise comprennent toutes les suggestions nécessaires à leur préparation et à leur diffusion.

3.1 MODE OPERATOIRE DE DEPOSE POUR REEMPLOI

Le mode opératoire à produire par les entreprises comprendra notamment :

- Modalités de dépose soignée des éléments voués au réemploi, y compris descriptif des tests de dépose prévus.
- Modalités de conditionnement, de stockage et de transport sur site.
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.
- Organisation et moyens humains (désignation d'un responsable réemploi, sensibilisation du personnel...) mis en œuvre pour assurer la mise en œuvre du réemploi ainsi que les modalités d'information et de formation du personnel devant intervenir sur le site.

3.2 SOGED

Le SOGED à produire par les entreprises comprendra notamment :

- Modalités de déconstruction des bâtiments, dépose des matériaux et les méthodes employées pour gérer les déchets.
- Organisation de la gestion des déchets sur le site et l'implantation des différents points déstockage et de tri (bennes, stockage, emplacement sur le chantier des installations, etc.) après analyse des contraintes du site et des possibilités de stockage et de tri sur le chantier.
- Identification des centres de recyclage, de valorisation, et ou de stockage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de recyclage, de valorisation ou de stockage.
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.
- Organisation et moyens humains (désignation d'un responsable déchets, sensibilisation du personnel...) mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets ainsi que les modalités d'information et de formation du personnel devant intervenir sur le site.

4. GESTION DES MATERIAUX ET DECHETS

4.1 OBJECTIF DE VALORISATION DES DECHETS

Le taux de revalorisation matière ou énergétique (par rapport à la masse totale de déchets générés) des déchets à atteindre par l'entreprise devra être **supérieur à 70%**, tous déchets compris.

4.2 CLASSIFICATION DES DECHETS

La déconstruction et le tri des matériaux seront réalisés en fonction des filières de traitement et de recyclage. Le niveau de tri minimum est le suivant :

- Les déchets inertes (DI) :
 - Béton
 - Autres déchets inertes
- Les déchets non dangereux (DND) :
 - Plaques et carreaux de plâtre
 - Bois faiblement adjuvanté
 - Fenêtres et autres menuiseries
 - Métaux
 - Isolants laine minérale
 - Plastique
 - Complexe étanchéité sans goudron
 - Revêtements de sols
 - DEEE non dangereux
 - Autres DND
- Les déchets dangereux (DD) :
 - Matériaux avec fibres Amiante non liées
 - DEEE dangereux
 - Sources lumineuses
 - Autres DD

L'entrepreneur se conformera au décret n°2021 du 16 juillet 2021 mis en place par la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (Agéc) de février 2020 et réalisera à minima un tri 7 flux : métal, plastique, verre, bois, papier/carton, déchets de fraction minérale et déchets de plâtre.

4.3 EVACUATION ET VALORISATION DES MATERIAUX

- Valorisation

La valorisation des déchets sera recherchée en priorité par l'entreprise en respectant la hiérarchisation des modes de traitements tels que définis dans l'article L541-1 du code de l'environnement (échelle de Lansik).



La valorisation notamment pourra se faire par :

- Le recyclage pour les métaux, pour le bois, ...
- Le concassage et le recyclage en matériaux de voirie ou autre (béton).
- L'incinération avec récupération d'énergie (plastique, bois, ...).

RAPPEL : Aucune incinération ou destruction par le feu n'est autorisée sur le site.

L'entreprise pourra proposer toutes autres solutions de traitement visant à améliorer les taux de valorisation des matériaux issus du site.

- Installation de stockage de Déchets
 - ISDD (ex. classe 1) pour les DD ;
 - ISDND (ex. classe 2) pour les DND ;
 - ISDI (ex. classe 3) pour les DI ;

La recherche de valorisation la plus adaptée étant recherchée, la mise en centre de stockage sera la dernière alternative envisageable dans le cadre du chantier.

- Responsabilité de l'entreprise

L'entreprise demeure responsable de la gestion des déchets de chantier. Elle devra justifier de ses efforts pour valoriser les déchets issus du chantier et si les déchets sont considérés comme ultimes, justifier de leur évacuation vers les centres de stockage appropriés.

Pour l'ensemble des rotations (DD, DND, DI), les bordereaux de suivi des déchets devront être fournis au Maître d'Œuvre. La destination des déchets pourra être contrôlée à tout moment.

L'entreprise de transport de déchets non inertes devra avoir une déclaration préfectorale précisant sa capacité à exercer le transport et le courtage des déchets.

- Organisation du tri sur chantier

L'installation des aires de stockage des déchets se fera en fonction du planning des travaux de déconstruction et de la quantification des déchets. L'entreprise indiquera leurs emplacements sur le plan d'installation de chantier et les soumettra au Maître d'œuvre lors de la préparation du chantier.

- Equipements de stockage sur site

L'entreprise devra définir les équipements nécessaires au tri et au stockage des déchets sur l'aire de stockage selon les débouchés de chaque matériau :

- Métaux,
- PVC, plastique,
- Vitrage,
- Bois,
- Plâtre,
- Autres,

L'entreprise prévoira des bennes, casiers, GRV pour le stockage intermédiaire des déchets sur les zones de travaux.

- Evacuation des déchets

L'entreprise devra organiser l'évacuation des déchets triés depuis le site. Elle devra veiller à :

- Optimiser la gestion des flux de transports de déchets (limitation du nombre de rotations et limitation des distances) en fonction de leur nature (DD, DND, DI),
- Maîtriser les nuisances et les pollutions issues de ces flux de circulation (bruit, poussière, trafic),
- Respecter les directions à prendre pour l'évacuation des gravats suivant le site retenu (plan de circulation).

En phase préparation de chantier, l'entreprise précisera dans son mode opératoire de curage les mesures prises pour réduire les nuisances de cette phase de travaux.

L'entreprise se mettra en contact avec les représentants des filières de valorisation et d'élimination des déchets (réemploi, recyclage, installations de stockage, incinération avec valorisation énergétique, etc.) et établira les modes de traitement les plus appropriés à cette opération.

La recherche de filières d'élimination s'appuiera sur le Plan Départemental d'élimination des Déchets Ménagers et Assimilés et sur les organismes compétents comme la DREAL.

- Traçabilité

La destination des déchets peut être contrôlée à tout moment par le Maître d'œuvre. Les sociétés de collecte de déchets (inertes et DND) retenues doivent fournir des bordereaux de suivi de déchets et/ou bons de pesées pour l'ensemble des rotations de camions. Le titulaire est tenu de fournir des bordereaux de suivi de déchet (BSD) pour tous les types de déchets du chantier (Inertes revalorisables, DI, DND, DD, DEEE, Bois, PVC, Métaux, déchets amiantés inertes, non-friables, friables, ...) afin de prouver la bonne destination des déchets générés (conformément au Décret n°2005-635 du 30 mai 2005 et de l'Arrêté du 29 juillet 2005) : Formulaires CERFA n° 12571*01

Un état récapitulatif des envois est établi et archivé dans un tableau détaillant en colonnes les différentes classes de déchets.

Ce tableau, consultable de manière hebdomadaire sur chantier comporte les informations suivantes :

- La nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- La date d'expédition, d'enlèvement ou du traitement du déchet ;
- La quantité du déchet ;
- Le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ou de la personne ayant pris possession des substances ayant cessé d'être des déchets
- Le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de réception ;
- Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;

Ce tableau est maintenu à jour et est fourni chaque semaine, au maître d'œuvre lors de la réunion de chantier hebdomadaire.

Il est mis à jour en fonction des bons de pesées reçus et est transmis chaque mois à l'appui de la situation d'avancement des travaux.

En fin de chantier, ce tableau est finalisé et est transmis signé à l'appui du DOE. Pour chaque classe de produits, les bordereaux de suivi des déchets seront annexés au tableau :

- Un bordereau récapitulatif pour les inertes, pour les DND, pour le bois, ... avec bons de pesées à l'appui pour chaque BSD ;
- Un BSDA par transport ;
- Un BSDD par transport ;

5. DEPOSE SELECTIVE POUR REEMPLOI

5.1 OBJECTIF DE REEMPLOI

L'objectif fixé au présent CCTP est d'assurer le minimum fixé au tableau ci-dessous en volume et diversité des matériaux. Les éléments destinés au réemploi seront déposés, conditionnés soigneusement et transportés vers leur lieu de stockage sur site.

L'entreprise pourra proposer toutes autres solutions de réemploi (matériaux, filières) visant à améliorer les taux de valorisation et réemploi des matériaux issus du site. Elle précisera ces éléments à l'appui de son offre. **La démarche de réemploi mise en œuvre à l'initiative l'entreprise est réputée incluse dans son offre de prix.**

Le tableau ci-dessous fixe les objectifs minimaux à atteindre. Le tableau de détail complet est joint en annexe.

N°	Produits-Matériaux-Équipements	Unité	Gisement identifié	Objectif minimal de réemploi
1	Cloison / Doublage			
1.1	Cloison brique pleine - ep 10cm	m²	718	78
2	Menuiseries intérieures			
2.1	Ensemble porte vitrage sécurit 2 vantaux, vitrages fixes et imposte vitré - aluminium - Dimensions : Vantaux : 2 x 0,65 m x 2,05 ht + 2 chasis fixe verre 0,15 x 1,95 m + imposte vitré 0,50 x 2,16 m - ep 5,5 cm - TYPE 4- Ouvrant + Dormant	unité	4	4
2.2	Ensemble porte vitrage sécurit 2 vantaux, vitrages fixes et imposte vitré - aluminium - Dimensions : Vantaux : 2 x 0,65 m x 2,05 ht + 2 chasis fixe verre 0,50 x 1,95 m et imposte vitré 0,50 x 2,85 m - ep 5,5 cm - TYPE 3 - Ouvrant + Dormant	unité	3	3
2.3	Ensemble porte vitrage sécurit 2 vantaux - aluminium - Dimensions : 2 x 0,65 m x 1,855 ht - ep 5,5 cm - TYPE 1 - Ouvrant + Dormant	unité	4	4
2.4	Porte 0,835 x 2.03 m - bois - âme pleine + parement MDF - huisserie bois + quincaillerie - Ouvrant seul	unité	68	18
2.5	Encadrement pourtour de porte - bois - dim indicative largeur 9 ou 12 cm - 5,16 ml par menuiserie env.	ml	737,88	186
3	Plafonds suspendus			
3.1	Dalle de plafond minéral sans débord 120x60 - laine de roche (type Armstrong 19 mm) - sans ossature	m²	25,46	15
3.2	Dalle de plafond minéral ROCKFON ACOUSTIQUE 135x60 - 19 mm) - sans ossature	m²	12,07	7
4	Electricité / CFO			
4.1	Armoire électrique - poids indicatif : 45 kg/unité	unité	3	3
4.2	Point d'accès Wifi - Mural	unité	9	9
4.4	Plafonniers led métallique blanc - Dimensions : 1350 x 280 x 55mm	unité	6	6
4.5	Hublots diam 350	unité	8	8
4.6	Plafonniers gris - lampes LED - Dimensions : 1200 x 200 x 55mm	unité	4	4
4.7	Plafonniers blanc - lampes LED - Dimensions : 1200 x 200 x 55mm	unité	4	4
4.8	Plafonniers - 2 lampes fluorescentes TL5 2X35W - Dimensions : 1550 x 200 x 50mm	unité	55	25
4.9	Plafonniers - 2 lampes fluorescentes TL5 2X35W - Dimensions : 1350 x 350 x 50mm	unité	232	25
4.10	Panneau led - Dimensions : 60 x 60 x 3cm	unité	2	2
5	Autres appareils sanitaires			
5.1	Distributeur essuie-mains papier - ABS - largeur : 300 mm	unité	2	2
5.2	Distributeur savon automatique - capacité : 900ml - dim indicatives : 26 x 12 x 11 cm	unité	2	2
5.3	Distributeur de papier WC - plastique - diam 410 x 3500mm	unité	8	8
6	Sécurité incendie			

6.1	Enrouleur RIA mural avec 30m tuyau	unité	3	3
6.2	Extincteur à eau - 9l	unité	9	9
6.3	Bloc autonome d'éclairage de sécurité - BAES	unité	24	17
7	Autres habillages et ossatures			
7.1	Miroir 0,6m x 0,42m	unité	4	3
8	Aménagements extérieurs			
8.2	Dalles béton circulaires Diam. 44cm - épaisseur supposée 5 cm	m²	180	72
8.3	Plots béton circulaires Diam. 44cm - hauteurs variables	unité	16	16

Les éléments suivants seront déposés par l'ENTPE hors marché de travaux et ne pourront donc pas être inclus dans la démarche de réemploi à l'initiative de l'entreprise :

N°	Produits-Matériaux-Équipements	Unité	Gisement identifié	Dépose par l'ENTPE
5	Autres appareils sanitaires			
5.1	Distributeur essuie-mains papier - ABS - largeur : 300 mm	unité	2	2
5.2	Distributeur savon automatique - capacité : 900ml - dim indicatives : 26 x 12 x 11 cm	unité	2	2
5.3	Distributeur de papier WC - plastique - diam 410 x 3500mm	unité	8	8

Les éléments suivants seront conservés en place et ne pourront donc pas être inclus dans la démarche de réemploi à l'initiative de l'entreprise :

N°	Produits-Matériaux-Équipements	Unité	Gisement identifié	Maintien en place
1	Cloison / Doublage			
1.1	Cloison brique pleine - ep 10cm	m²	718	116
2	Menuiseries intérieures			
2.4	Porte 0,835 x 2,03 m - bois - âme pleine + parement MDF - huisserie bois + quincaillerie - Ouvrant + dormant	unité	68	18
2.5	Encadrement pourtour de porte - bois - dim indicative largeur 9 ou 12 cm - 5,16 ml par menuiserie env.	ml	737,88	186

La prestation liée au réemploi comprend :

- La dépose sélective des matériaux en vue de leur réemploi, y compris test de dépose permettant de valider la méthodologie de travaux,
- Le tri, le conditionnement, le coltinage et la manutention,
- L'aménagement d'un lieu de stockage sur site sur les zones définies par la Maitrise d'Ouvrage, permettant la continuité des travaux,
- Le chargement et le transport vers le lieu de stockage,
- La remise des éléments y compris suivi et traçabilité :
 - À la Maitrise d'Ouvrage pour le réemploi in-situ.
 - Au repreneur pour le réemploi ex-situ, le cas échéant.

Pour les éléments à l'initiative de l'entreprise, la prestation de l'entreprise comprendra également la recherche de repreneurs, le chargement et le transport vers le lieu de prise en charge, la vente ou la cession.

5.2 TRAVAUX DE DEPOSE ET CONDITIONNEMENT

Les éléments destinés au réemploi seront déposés et conditionnés soigneusement au poste de dépose de manière à faciliter les manutentions et transferts verticaux.

5.2.1 Dépose des matériaux

Les méthodologies de dépose prévues par l'entreprise seront détaillées dans son mode opératoire de dépose sélective et soumises à validation de la maîtrise d'œuvre en phase de préparation.

Des tests de dépose seront à réaliser par l'entreprise pour les éléments suivants :

- Cloison brique pleine - ep 10cm
- Ensemble porte vitrage sécurit 2 vantaux, vitrages fixes et imposte vitré
- Miroir 0,6m x 0,42m
- Dalles béton circulaires Diam. 44cm - épaisseur supposée 5 cm
- Plots béton circulaires Diam. 44cm - hauteurs variables

Ces tests de dépose feront l'objet d'un point d'arrêt avec la Maitrise d'œuvre pour valider la méthodologie de dépose proposée par l'entreprise. En cas de tests non concluant, l'adaptation de la méthodologie et la réalisation de nouveaux tests de dépose est à charge de l'entreprise.

Les travaux de dépose comprennent toutes adaptations de méthodologie et tout EPI, outillages, consommables, etc. nécessaires à la conservation des matériaux lors des travaux de dépose (dévissage, déclouage, travail avec gants propres pour garantir l'absence de taches, etc.).

5.2.2 Stockage des matériaux

Les zones de stockage seront mises à disposition par la Maitrise d'Ouvrage sur le site de l'ENTPE.

Pour le stockage des matériaux destinés au réemploi, l'entreprise utilisera principalement :

- Palette 60x80 cm en bois : pour le conditionnement de parquet, faux plafonds ou autre matériau de ce gabarit, transports par ascenseur ou transpalette. Les palettes seront cerclées et devront être filmées à minima pour les matériaux à conserver à l'abris des intempéries.
- Palette européenne (120x80 cm) en bois : pour le conditionnement des autres matériaux à stocker à plat. Les palettes seront cerclées et devront être filmées à minima pour les matériaux à conserver à l'abris des intempéries.
- Bac empilable 60x40x32,5 cm : pour les conditionnements de petits volumes de 60 L empilables sur palette pour un meilleur entreposage. Empilement par 6 sur palette et cerclage pour le transport.



Les modes de conditionnement prévus par l'entreprise seront détaillés dans son mode opératoire de dépose sélective et soumis à validation de la maîtrise d'œuvre en phase de préparation. Le conditionnement devra garantir l'absence de dégradation des matériaux lors de leur stockage, chargement et transport.

La prestation comprend également le chargement, le transport, le déchargement et le stockage sur le lieu défini par la Maitrise d'Ouvrage au sein du site de l'ENTPE.

Lorsqu'une action génère des postes supplémentaires (transport motorisé, échafaudages, agrès, engins, étais, protection collective, ou toutes autres sujétions), ceux-ci devront être pris en compte dans l'offre globale et forfaitaire proposée par l'entreprise et ne pourront faire l'objet de devis supplémentaires.

5.2.3 Traçabilité

Pour chaque matériau concerné par la prestation, l'entreprise devra fournir toutes les preuves permettant de garantir que le matériau a bien été réemployé ou réutilisé. Il s'agira de transmettre à minima à la MOE pour chaque matériau :

- Un contrat de cession, un bon de commande ou tout autre document permettant d'attester de la vente ou du don du matériau à un organisme tiers
- Un bon d'enlèvement signé par chaque partie, et établi lorsque le matériau sortira de l'enceinte du chantier

A la fin des travaux un bilan du réemploi et un retour d'expérience sera transmis au MOE et à la MOA.

6. LABELISATION - CERTIFICATION

Le Maître d'Ouvrage est engagé dans une démarche de labélisation du projet, via le label 2EC – Engagement Economie Circulaire.



A cet effet, le titulaire fournira à la Maîtrise d'œuvre l'ensemble des informations relatives à la traçabilité des matériaux issus des travaux.

Il s'agit de :

- La traçabilité des déchets et suivi du réemploi :
 - La réalisation, l'émission, le renseignement et la récupération des bordereaux de suivi des déchets pour la totalité des déchets de conception non dangereux et non dangereux inertes du projet.
 - L'émission, le renseignement et la récupération des bordereaux de suivi pour la totalité des déchets de conception dangereux conformément aux Cerfa accessibles sur le site www.service-public.fr.
 - Le renseignement du registre chronologique des déchets sortants du chantier : Lot, nature, quantité, transporteur, destination intermédiaire (transit ou traitement), destination finale.
 - Le renseignement du registre chronologique des matériaux réemployés : Nature, quantité, localisation au sein de l'ouvrage.
 - Les autorisations préfectorales des transporteurs et des centres de traitement/exutoires sous 7 jours maximum sur demande de la Maîtrise d'Ouvrage ou Maîtrise d'œuvre.
- La remise dans le mois suivant la réception de chaque phase de travaux du dossier de recollement comprenant :
 - La nature des déchets, les quantités réemployées, valorisées, éliminées,
 - Les types de filière de valorisation et d'élimination, leurs localisations, ainsi que leurs autorisations administratives d'acceptation de déchets,
 - La totalité des documents de traçabilité, le registre chronologique complété.

7. DESCRIPTION DES OUVRAGES

7.1 GESTION ADMINISTRATIVE DE CHANTIER ET ETUDES D'EXECUTION

Ce poste rémunère l'ensemble des procédures administratives de gestion du chantier et la réalisation des études d'exécution à produire par le titulaire, pour la mise en œuvre du réemploi et la gestion des déchets, et notamment :

- Suivi de chantier et participation aux réunions de préparation et de suivi de travaux de réemploi avec le Maître d'œuvre.
- Etudes d'exécution.
- Etablissement du mode opératoire de dépose sélective.
- Etablissement du SOGED.
- Gestion administrative liée au suivi du réemploi et de la gestion des déchets,
- Gestion administrative liée à la mise en œuvre de la labélisation CEREMA.
- Coordination et planification des travaux engagés par le titulaire et coordination des éventuelles entreprises cotraitantes ou sous-traitantes.

Ce poste comprend également l'ensemble des réunions préparatoires à l'établissement des documents d'exécution et leurs mises à jour nécessaires.

Mode de métré : Forfait (Forf.)

7.2 TRAVAUX DE DEPOSE POUR REMPLOI

Ce poste rémunère la dépose soignée compris tests de dépose, le conditionnement, le chargement et le transport vers le lieu de stockage, et globalement l'ensemble des prestations décrites au paragraphe 5 du présent document.

Mode de métré : A l'unité par type de matériau.

Localisation : Suivant diagnostic PEMD et tableau annexe 2.

8. ANNEXES

8.1 ANNEXE 1 : GLOSSAIRE

DOE	Dossier des Ouvrages Exécutés
DPGF	Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires
DD	Déchets Dangereux
DND	Déchets Non Dangereux
DI	Déchets Inertes
ISDI	Installation de stockage de déchets Inertes
ISDD	Installation de stockage de déchets dangereux
ISDND	Installation de stockage de déchets non dangereux
ERP	Etablissement Recevant du Public
NA	Non applicable
RAAT	Rapport de Repérage Amiante Avant-Travaux
RAAD	Rapport de Repérage Amiante Avant-Démolition

8.2 ANNEXE 2 : TABLEAU DE DETAIL DU REEMPLOI

8.3 ANNEXE 3 : TABLEAU DE SUIVI DU REEMPLOI

8.4 ANNEXE 4 : MODELE DE BON DE SUIVI REEMPLOI
